

José-Luis Fecé et Manuel Palacio

Université Carlos III de Madrid

ESPAGNE : LE « SOUS-TEXTE » DES ÉLECTIONS

Pour comprendre la façon dont les médias espagnols, et plus spécialement la presse, ont rendu compte des attentats du 11 mars 2004, il faut avoir bien présent à l'esprit que les élections générales étaient convoquées pour le 14 mars et que les derniers sondages accordaient un considérable avantage au Parti populaire, même si la semaine des élections, quelques médias – *El País* entre autres – signalaient une importante avance pour le Parti socialiste. Quoi qu'il en soit, une lecture du traitement informationnel espagnol sur les attentats du 11 mars n'a de validité que si l'on considère que les élections du 14 mars interviennent comme un sous-texte dans le récit événementiel. *A posteriori*, après la victoire inattendue du PSOE, les acteurs médiatiques, sociaux et politiques situés à droite pointeront dans la « surprise » des attentats un des facteurs plus importants pour expliquer ce renversement et conférer à ceux-ci tout leur sens. Mais, dans tous les journaux analysés¹, il est notable que les deux événements – attentats et élections – ne sont mis en corrélation que progressivement. Ils sont, sans doute aucun, au fondement des divers cadres d'interprétation dressés par ces titres en fonction de leurs positions idéologiques.

Un jeu de vases communicants

L'interprétation de l'attentat est dès le départ déterminée par les hypothèses sur l'identité des auteurs. Il est remarquable en effet que cette incertitude intervient très rapidement. Elle vient présider au développement d'un débat politique purement local, la dimension mondiale de l'événement n'étant pas vraiment prise en compte et ceci même quand l'hypothèse d'un attentat islamiste sera confirmée. À preuve,

on ne trouvera pas alors de journalistes (même dans les éditoriaux moins politisés de la presse madrilène) évoquant la nécessité d'une concorde nationale face à l'agression que représentait l'attentat.

Deux interprétations principales semblent interagir comme dans un jeu de vases communicants. Les médias attribuent initialement l'attentat à l'organisation terroriste ETA. À l'exception de *Gara*, le journal *abertzale*², cette interprétation se prolonge dans tous les journaux durant près de douze heures, y compris dans l'édition spéciale d'*El País* du même 11 mars³. Cependant, à partir du soir et de la nuit du 11 mars, cette hypothèse commence à perdre du crédit. Dans les éditions du 12 mars, les premières pages d'*El País* expriment des doutes : «L'Intérieur explore la piste d'Al-Qaida sans exclure celle de l'ETA» ou «Le Gouvernement découvre une fourgonnette avec des détonateurs et des versets du Coran après avoir accusé, sans laisser de doute, l'ETA». Dans les pages d'*El País* et d'*El Mundo*, on peut repérer des articles d'opinion qui défendent l'une ou l'autre hypothèse, mais les éditoriaux des deux publications maintiennent une lecture locale des attentats : «L'hypothèse suivant laquelle on se trouverait face à un acte d'Al-Qaida cherchant à étendre la guerre en Irak placerait le gouvernement dans une position délicate» (*El País*, 12 mars 2004). Quant à *El Mundo*, il affirme dans son éditorial du même jour ses doutes à propos de «l'hypothèse ETA». L'exception est constituée par *ABC*, qui dans ses plus de cinquante pages consacrées à l'attentat, ne mentionne jamais l'hypothèse islamiste et maintient les références à l'ETA dans de nombreux articles d'opinion : «Mort à l'ETA et à ceux qui la soutiennent» ou «Le vote des hyènes». Quant à *Gara*, il adopte un ton apparemment neutre, privilégie les informations sur les morts, les blessés et reproduit sans commentaires les déclarations des politiciens.

Les journaux du 13 mars, veille des élections générales, attestent par contre la profonde division intervenue entre-temps entre les Espagnols. À la Une, *El País* annonce que «L'Espagne occupe la rue» tandis qu'*El Mundo* semble plus attentive aux déclarations du ministre de l'Intérieur («Acebes convaincu que de nouvelles pistes prouveraient que l'ETA est l'auteur de l'attentat») et qu'*ABC* ouvre avec une image de la manifestation de Madrid («L'Espagne contre la terreur») tout en insistant sur les preuves désignant l'ETA comme responsable des attentats. Quant à *Gara*, il préfère reproduire les déclarations des responsables du gouvernement espagnol pour les confronter à celles des responsables des Partis *abertzales* : «Arnaldo Otegui accuse le gouvernement de mentir délibérément pour sauver les élections.» *El País* signale des erreurs (ou des omissions délibérées) dans la gestion de la crise et dans les enquêtes menées par le gouvernement et il considère comme suspecte l'insistance du gouvernement à considérer l'ETA comme principal suspect. «Qui est-ce ?» titre ce quotidien à propos des manifestations, reproduisant ainsi un des slogans les plus répétés par les composantes de gauche ou progressistes des nombreuses manifestations. *El Mundo* et *ABC* n'accordent pas une grande importance à ces événements. Ils se centrent sur les termes accusateurs d'«assassins» qui furent adressés aux dirigeants du Parti populaire pendant la manifestation de Barcelone et ils ouvrent leurs éditions avec un «L'Espagne contre la terreur» tandis que *Gara* signale que *Batasuna* se mobilise contre le terrorisme.

Le dimanche 14 mars sera le dernier jour où les informations sur les attentats occupent les premières pages des journaux analysés. La veille, la police a arrêté trois citoyens marocains et un Indien et elle a découvert près de la mosquée de Madrid une cassette-vidéo dans laquelle quelqu'un prétendant appartenir à Al-Qaida revendique l'attentat. Ce même soir, des milliers de personnes se rassemblent dans l'ensemble

du pays, grâce notamment à des communications par SMS pour manifester devant les sièges du Parti populaire (PP) : « Une manifestation soi-disant spontanée mais bien organisée » titre ainsi l'*ABC*, 14 mars 2004. De même, *El Mundo* insiste sur ce point et il reproduit les déclarations des responsables du Parti populaire qui attribuent ces manifestations à des manœuvres malhonnêtes du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à la veille des élections générales.

Dès le 14 mars, les cadres d'interprétation sont donc déjà fixés : *El País* cherche à établir des liens entre le vote et les erreurs du gouvernement dans la gestion de la crise. Il avance que « l'Espagne vote sous le syndrome du pire attentat de son histoire. Des milliers de citoyens exigent dans la rue qu'on leur dise la vérité avant d'aller voter », une photographie de visages de manifestants marqués par la douleur durant les funérailles des victimes accompagnant cet énoncé. De même pour *ABC* qui, sur les mêmes images de douleur, explique que : « Le gouvernement et le PP accusent le PSOE de manipuler l'assaut de ses sièges dans toute l'Espagne. » *El Mundo* souligne que des milliers de citoyens manifestaient à la veille des élections (où toutes les manifestations ou actes politiques sont théoriquement interdits), mais il publie une photo d'une de ces manifestations dans laquelle les participants brandissent une pancarte portant le mot « Paix », ce qui établit une incontestable relation entre Aznar, la guerre d'Irak et l'attentat. *Gara* publie aussi des photos de ces manifestations et signale, toujours avec ce ton apparemment neutre : « Vous diriez encore que c'est l'ETA ? » et « Pour l'ETA, Aznar appuie Bush pour obtenir son aide sur la question basque et il n'obtient que des maux bien pires ».

Le lendemain, le lundi 15 mars, l'information principale est l'inattendu résultat des élections. À partir de cette date, le cadre d'interprétation est définitivement établi : « Quatre jours qui ont changé l'Espagne » (*El Mundo*), « Le 11 mars renverse le panorama et déloge le PP du gouvernement espagnol » (*Gara*) ou « Le PSOE gagne les élections sous la traumatisme du 11 mars » (*ABC*). *El País* préfère se centrer sur la promesse du nouveau Président, José Luis Rodríguez Zapatero, de retirer les troupes espagnoles d'Irak. Bref, les quatre journaux établissent, à partir de perspectives idéologiques différentes, une relation entre les attentats et les résultats (inattendus) des élections, les liens avec l'événement international du 11 septembre étant pratiquement ignorés.

Deux types d'acteurs privilégiés : les citoyens et les élites

Deux types d'acteurs sont privilégiés par les supports de presse espagnols dans le traitement de ces événements. D'une part les citoyens, de l'autre certaines élites culturelles ou politiques. *El País* et *ABC* mettent en avant la solidarité des citoyens, des bénévoles et des travailleurs comme les pompiers, les médecins, les psychologues, la police. Ainsi, les images des éditions du 11 et du 12 montrent des cadavres mais plus encore les activités de ces citoyens ou travailleurs. Par contre, *El Mundo* préfère donner la parole à des intellectuels (cinéastes, écrivains, musiciens...) et à des politiciens : les présidents des gouvernements régionaux et les maires de Madrid et de Barcelone. *El País* reproduit à peine les interventions de personnages

publics espagnols et il rend compte de la vision des médias internationaux ainsi que du regard de personnalités étrangères du monde de la culture, par exemple, Sami Nair. *Gara* lui se centre sur des acteurs politiques basques. Il faut noter par ailleurs qu'une grande partie des victimes des attentats étaient des immigrés. *El País* considère que ce fait est suffisamment important et il lui consacre plusieurs reportages. L'intérêt d'*El Mundo* et d'*ABC* pour les immigrés est par contre plus atténué et il préfère à cet égard adopter un ton catastrophiste: «Les musulmans craignent que ne se développe une vague de xénophobie» ou encore «Le secteur touristique est sévèrement touché à la Bourse» (*El Mundo*, 13 mars 2004).

Dans tous les journaux analysés, à l'exception de *Gara*, la stratégie émotionnelle est, au-delà de l'approche proprement politique, celle qui prévaut le plus dans la ligne éditoriale adoptée. De ce point de vue, nous n'avons pas observé de différences significatives entre les trois journaux madrilènes. C'est le cas, par exemple, d'*El Mundo*: en couverture une image assez dure, en couleurs, de deux victimes avec une légende, «Le jour de l'infamie». *ABC* présente une photographie en couleurs de plusieurs cadavres déjà recouverts avec un titre, disons, plus «informatif»: «200 personnes assassinées dans une tuerie terroriste à Madrid.» *El País* retient l'émotivité en utilisant pour ses images le noir et blanc, mais deux jours après *la defensora del lector* (le courrier des lecteurs) reçoit des lettres qui critiquent «la cruauté des photos publiées». À partir du 13 mars, les trois journaux madrilènes se centrent, nous l'avons déjà signalé, sur les attentats qu'ils abordent sous un angle politique et ils laissent les informations et les reportages portant sur les victimes et leurs familles dans la deuxième partie de la séquence consacrée au sujet.

Pour conclure, nous dirons que notre étude comme les analyses de nos collègues montrent bien le double processus d'internationalisation et de nationalisation. Il est en effet remarquable que les temps, les lieux (les Unes des journaux analysés, les rubriques d'opinion, etc.) ainsi que le récit de ce processus sont assez semblables, même s'ils répondent, bien sûr, à des raisons différentes: le besoin de fixer l'événement, le registre émotionnel et, finalement, sa «normalisation» par le biais d'interprétations locales. Cependant, la lecture des analyses de nos collègues nous conduit à insister sur le «sous-texte des élections» pointé dans le titre: les références à la dimension internationale de l'événement sont beaucoup moins présentes dans les journaux espagnols, et ce en raison de la proximité des élections générales (le 14 mars). Notons enfin qu'un autre élément de la dimension locale n'a peut-être pas suffisamment été pris en compte dans notre étude: les interprétations nationalistes. Même si dans un premier moment «l'hypothèse ETA» a marqué la plupart des interprétations, les journaux de référence dans les Communautés autonomes (*La Vanguardia* en Catalogne, *El Correo* au Pays basque) ont insisté sur les mensonges du gouvernement Aznar. Nous voudrions enfin signaler qu'un des journaux analysés, *El Mundo*, continue encore à essayer de montrer (en juillet 2006) des points faibles dans les investigations policières. D'après ce journal, il y aurait eu un complot pour changer le résultat attendu (la victoire du Parti populaire) le 13 mars 2004. Le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero n'aurait donc toujours pas à ses yeux de légitimité démocratique.

NOTES

1. Pour notre analyse, nous avons choisi quatre journaux : *El País*, *ABC*, *El Mundo* et *Gara*. *El País*, édité à Madrid avec plusieurs éditions régionales ou locales, est sans doute le journal avec la plus large diffusion et la plus forte influence politique en Espagne. Ancré dans des positions idéologiques progressistes de gauche, *El País* fait partie d'un énorme groupe médiatique propriétaire, entre autres, de la radio la plus importante du pays (la *SER*). Quant à *ABC*, aussi édité à Madrid, il est depuis plus d'un siècle le journal conservateur par excellence. *El Mundo*, publié à Madrid, a une ligne éditoriale caractérisée par son opposition au Parti socialiste, très proche selon les époques du Parti populaire (surtout dans les années 1990) ou d'Izquierda Unida (fédération de partis ayant à sa tête le Parti communiste). Nous avons également utilisé pour notre analyse *Gara*, édité à San Sebastian, au Pays basque espagnol, et qu'on peut considérer comme l'organe d'expression de la gauche *abertzale* (nationaliste basque) qui inclut l'ETA et l'actuellement illégale *Batasuna*, bras politique du groupe terroriste.
2. Nationaliste basque.
3. Quelques jours plus tard, *El País* justifia cet effort en disant que le président du gouvernement, José María Aznar, téléphona au directeur du journal pour lui communiquer les détails de l'attentat. De même, la ministre des Affaires étrangères parvient à faire approuver par l'ONU une déclaration contre l'ETA.